

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

Directeur : Pierre LAFITTE

ABONNEMENTS :

France : Un An : 35 fr. — 6 Mois : 18 fr. — 3 Mois : 10 fr.
Étranger : Un An : 70 fr. — 6 Mois : 36 fr. — 3 Mois : 20 fr.

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

88, Champs-Élysées, PARIS

TELEPHONES :

5 Lignes : 557-44, 557-45, 528-64, 528-66, 528-68
Adresse Télégraphique : EXCEL - PARIS

LA DEUXIÈME JOURNÉE DE MOBILISATION



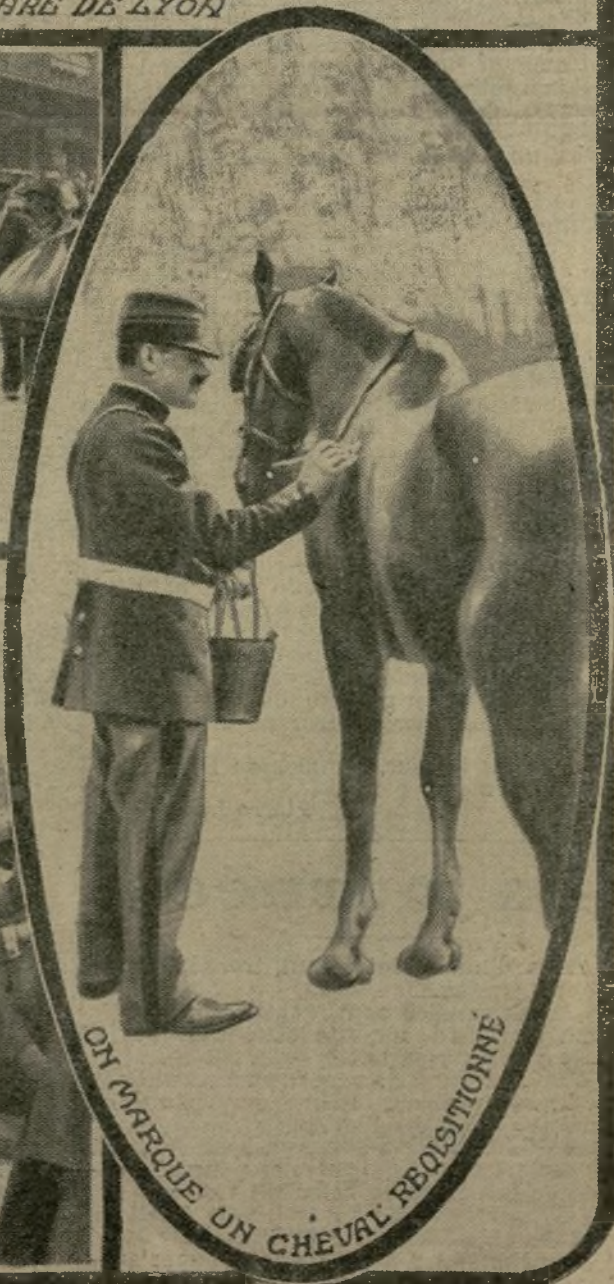
LES MOBILISÉS DEVANT LES BUREAUX MILITAIRES DE LA GARE DE LYON



UN DÉPART DE BELGES À LA GARE DU NORD



UNE MANIFESTATION PATRIOTIQUE DES ISRAËLITES



Deuxième journée de mobilisation hier. L'aspect des gares était plus mouvementé encore que la veille, et le départ des réservistes, qu'accompagnaient parents et amis, avait attiré une foule de curieux sympathiques et enthousiastes. De multiples manifestations patriotiques se déroulèrent dans la capitale.

Ayuntamiento de Madrid

L'Allemagne nous a déclaré la guerre

L'Allemagne a déclaré officiellement la guerre à la France hier soir, à 7 h. 30. L'ambassadeur d'Allemagne, M. de Schœn, est parti à 10 h. 30, hier soir, sans incident.

Après son départ de l'ambassade, quinze automobiles et 80 personnes ont escorté la voiture qui le conduisait à la gare du Bois de Boulogne, d'où il est parti par train spécial.

M. de Schœn empruntera la voie belge, par Namur.

M. William Martin, directeur du protocole, se trouvait sur le quai de la gare au moment du départ de M. de Schœn. Les deux diplomates se sont serré la main très froidement.

Enfin, M. de Schœn a quitté Paris ! L'ambassadeur allemand a clos l'indigne comédie qui provoquait parmi nous une irritation grandissante. Cette fois, c'est la guerre : demain, ce sera l'écrasement sans merci de l'orgueil germanique.

Les lourds condottieri d'outre-Rhin briseront leur épée contre les peuples soulevés autour d'eux. Sur les rives de la Meuse, ils trouveront les 250.000 hommes de la Belgique, prêts à défendre à la fois son indépendance violée et notre frontière du Nord. Nos bons et loyaux voisins donnent à l'Europe un admirable exemple de bravoure : à l'ultimatum de Berlin, ils ont répondu par un refus immédiat, et le roi Albert, l'un des plus jeunes et des plus nobles souverains de l'Europe, est allé, dès hier, se mettre à la tête de ses troupes. Le plan de l'état-major allemand, qui escomptait le passage facile à travers la vallée de la Meuse, se heurtera à de sérieux obstacles ; les Belges savent que leur existence, comme la nôtre, est en jeu dans ce conflit ; comme nous, ils résisteront jusqu'au dernier homme.

L'Angleterre nous assure son appui le plus large. Elle a mobilisé ses flottes : depuis deux jours, de puissantes escadres ont pris position dans la mer du Nord. Le Parlement anglais a voté à l'unanimité un milliard et quart de subsides pour la mobilisation navale et militaire.

Le discours de sir Edward Grey aux Communes est un magnifique hommage à l'Entente cordiale.

Cet effort gigantesque nous garantit la sécurité complète sur nos côtes de la Manche et de l'Océan et interdit à l'Allemagne tout espoir de se ravitailler vers la Baltique. L'Angleterre fera son devoir et exécutera le pacte d'amitié.

L'Italie elle-même, notre sœur latine, dont l'union avec le barbare germanique était un paradoxe, se range à nos côtés en nous garantissant une neutralité sans réserve. Des gens bien informés nous affirment que l'entrevue entre M. Viviani et le comte Ruspoli, le chargé d'affaires italien, fut une scène de poignante émotion.

Voilà des gages de victoire.

L'Allemagne engage une partie désespérée. Son ambition outrepassante l'a conduite à ce geste de folie qui prépare sa ruine. Nous ne ferons pas de quartier à cette race néfaste, foyer pestilentiel de vanité, de haine et de perfidie.

Que doivent penser les femmes allemandes, mères, épouses, sœurs, fiancées et filles de uhlands, au lendemain de cette journée qui a vu trois fois s'accumuler sur leur pays le dégoût de l'Europe !

Evoquez leur terreur, femmes de France, et séchez vos larmes !

Pierre Lafitte.

La journée

Aujourd'hui mardi 4 août, troisième jour de la mobilisation.

Demain mercredi 5 août, quatrième jour.

M. de Schœn a quitté cette nuit Paris, muni de ses passeports.

L'Allemagne a demandé, par un ultimatum à la Belgique, de faciliter ses opérations en territoire belge. La Belgique a refusé.

A la Chambre des Communes, sir Edward Grey a déclaré que l'Angleterre ne pourrait permettre que la neutralité belge fût violée.

La déclaration de neutralité de l'Italie a été notifiée officiellement à M. Viviani.

La mobilisation générale des troupes austro-hongroises sera terminée le 8 août.

Les Chambres belges sont convoquées pour aujourd'hui.

Le ministère a été remanié par suite de la démission de M. Gauthier, ministre de la Marine.

L'Allemagne adresse un ultimatum à la Belgique

BRUXELLES, 3 août (Dépêche Havas). — Hier soir, à 7 heures, le ministre d'Allemagne a remis au gouvernement belge un ultimatum disant que l'Allemagne avait appris que des masses françaises importantes se disposaient à opérer vers Givet et Namur et qu'elle se considérait dans l'obligation de prendre des mesures défensives et priait le gouvernement belge de faire connaître avant sept heures du matin si la Belgique était disposée à lui faciliter les opérations.

Le gouvernement belge a répondu qu'il était très surpris de ces affirmations, ayant reçu, concernant la neutralité de la Belgique, des assurances formelles de la France. Il a ajouté que la Belgique avait trop le sentiment de sa dignité et de ses intérêts pour accéder à une pareille mise en demeure. La Belgique refuse nettement de faciliter les opérations allemandes et proteste contre toute violation de son territoire. Elle est résolue par tous les moyens en son pouvoir à défendre énergiquement sa neutralité, garantie par les traités et par le roi de Prusse.

A ce sujet, le correspondant de Bruxelles télégraphiait hier au Temps :

L'Allemagne a adressé cette nuit un ultimatum à la Belgique, exigeant le droit de passage pour les troupes allemandes.

Le Conseil des ministres et le chef d'état-major ont conféré pendant la nuit avec le roi.

Le délai de l'ultimatum expire ce matin, lundi, à 7 heures.

L'alarme est donnée à Liège. La Belgique est fermement résolue à défendre à outrance sa neutralité et son indépendance.

Le bourgmestre de Bruxelles a pris un arrêté interdisant tout rassemblement qui pourrait avoir pour objet la manifestation de sympathies ou d'antipathies à l'égard d'un pays quelconque.

La position exacte des Allemands est devant Visé-sur-Meuse. Les engagés volontaires s'offrent en nombre considérable. La nation entière veut participer à la défense du pays.

Le roi prend personnellement aujourd'hui le commandement en chef de l'armée.

Nous sommes sans dépêches allemandes.

L'Italie notifie officiellement sa déclaration de neutralité

Hier matin, à 9 heures, le prince Ruspoli, chargé d'affaires du gouvernement italien, a rendu visite à M. René Viviani et lui a notifié officiellement la déclaration de neutralité de l'Italie.

Cette déclaration a été publiée en Italie le jour même.

Le président du Conseil a remercié avec émotion le représentant du gouvernement italien. Il s'est félicité de ce que les deux sœurs latines, qui ont même origine, même idéal et tout un passé de gloire commune, ne soient pas opposées.

M. René Viviani a immédiatement chargé M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, de se faire, auprès du gouvernement italien, l'interprète du gouvernement français.

Elle a été signée hier

ROME, 3 août (Dépêche de l'Information). — La déclaration de neutralité de l'Italie a été rédigée à l'issue du Conseil des ministres.

Elle est signée aujourd'hui par le roi.

Ce que signifie la neutralité italienne

Certains esprits chagrins, après s'être sincèrement réjouis de voir l'Italie demeurer à l'écart du conflit qui nous met aux prises avec l'Allemagne, ont, à la réflexion, changé d'avis et se demandent si cette attitude de la sœur latine ne cacherait pas quelque piège et si, tout en nous rassurant sur ses intentions par sa déclaration de neutralité, l'Italie ne viendrait pas, en dessous, à l'aide de notre adversaire, en facilitant son ravitaillement.

Le cas a été prévu et tranché. La guerre continentale est, en effet, soumise à des lois qu'aucune nation ne saurait enfreindre sans être mise aussitôt au ban de l'humanité. Les neutres, s'ils ont des droits parfaitement définis, ont également des devoirs envers les belligérants ; ces obligations, acceptées de part et d'autre, constituent un droit coutumier de la guerre, qui a sa source dans la fameuse Convention de Genève du 22 août 1864, complétée par la Déclaration de Saint-Petersbourg du 11 décembre 1868, relative à l'interdiction des balles explosibles, par la Conférence de Bruxelles

de 1874, par la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 et par la Conférence de la Paix de 1907.

Les règles arrêtées par les juristes et les diplomates éminents qui ont pris part à ces diverses réunions internationales sont aujourd'hui acceptées par presque tous les Etats du monde ; elles constituent à la fois de véritables lois, qui s'imposent au respect universel des peuples civilisés, et de formels engagements juridiques liant les Etats qui les ont souscrits.

Pour le cas qui nous occupe, il est nettement stipulé que les lois de la guerre interdisent de surprendre la confiance des belligérants en invoquant faussement une neutralité que démentiraient les faits.

C'est ainsi qu'une société de secours d'un pays neutre ne peut prêter à un belligérant le concours de son personnel et de ses formations sanitaires qu'avec l'assentiment préalable de son propre gouvernement et l'autorisation du belligérant lui-même, qui est tenu de notifier à l'ennemi son acceptation.

Quant au ravitaillement d'un belligérant par une puissance neutre, il est explicitement prohibé par l'article suivant de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 :

Il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une puissance neutre des troupes ou des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements.

Ce texte se passe de commentaires.

Il est complété par les dispositions suivantes :

Il est également interdit aux belligérants :

1° D'installer sur le territoire d'une puissance neutre une station radio-télégraphique ou tout appareil destiné à servir comme moyen de communication avec des forces belligérantes sur terre ou sur mer ;

2° D'utiliser toute installation de ce genre établie par eux avant la guerre sur le territoire de la puissance neutre dans un but exclusivement militaire, et qui n'a pas été ouverte au service de la correspondance publique.

La même convention stipule que « des corps de combattants ne peuvent être formés, ni des bureaux d'enrôlement ouverts sur le territoire d'une puissance neutre, au profit des belligérants ».

Ces textes ne sauraient prêter à aucune équivoque. A moins de violer la neutralité qu'elle a librement déclarée, l'Italie ne peut donc ravitailler ni l'Autriche ni l'Allemagne.

Un incident devant l'ambassade d'Allemagne

Comme M. de Schœn sortait du ministère des Affaires étrangères, un chauffeur est monté sur le marchepied de son automobile et lui a crié : « Vous êtes un s... et tous les Allemands sont des s... »

Arrêté aussitôt par les agents de service et conduit au poste de la rue de Bourgogne, le chauffeur a fait la déclaration suivante :

Je ne voulais nullement me porter à des voies de fait sur l'ambassadeur. Mais, il y a trois jours, je revenais d'Allemagne en France, avec mon patron. Nous avons été arrêtés à Metz et on a saisi notre voiture. Nous avons dû faire à pied 25 kilomètres pour nous rendre à une gare ; là, on nous a arrêtés comme espions : on nous a dépouillés ; on nous a gardés vingt-quatre heures sans nourriture, puis on nous a relâchés. J'ai voulu dire son fait à l'ambassadeur.

Russes et Français, frères d'armes

Notre confrère le *Matin* publiait hier dans sa deuxième édition l'information suivante :

L'empereur de Russie a fait savoir à l'ambassadeur de Russie à Paris que les réservistes russes et les officiers de l'active russe, qui se trouvent en ce moment en France, peuvent accomplir leur devoir envers la Russie dans l'armée française.

La France et la neutralité belge

BRUXELLES, 3 août (Dépêche Havas). — Nous sommes en mesure d'affirmer qu'en cas d'hostilités contre la Belgique, la France s'est déclarée prête à remplir les obligations incombant aux puissances garantes de la neutralité de la Belgique.

Le Conseil des ministres a décidé qu'il ne ferait pas actuellement appel à la garantie des puissances, il agira selon les circonstances. Le gouvernement affirme que, jusqu'à présent, les Allemands ne sont pas entrés en Belgique.

La Turquie observera la neutralité

CONSTANTINOPLE, 3 août (Dépêche Havas). — L'agence ottomane est officiellement autorisée à déclarer que le gouvernement impérial a décidé d'observer une stricte neutralité. Il prend en conséquence toutes les mesures nécessaires pour clore la session parlementaire par anticipation.

La Grèce également

ATHÈNES, 3 août (Dépêche de l'Information). — Le conseil de cabinet a décidé la neutralité de la Grèce.

Un important remaniement ministériel

M. Viviani cède le portefeuille des Affaires étrangères à M. Doumergue et reste président du Conseil sans portefeuille. — Le ministre de la Marine est remplacé par M. Augagneur.

Le ministère a subi, hier, le remaniement que nous faisons prévoir.

M. Viviani, désireux de conserver toute l'action gouvernementale dans les mains et de se donner tout entier aux responsabilités de l'heure, a prié M. Gaston Doumergue de prendre le portefeuille des Affaires étrangères. M. Doumergue a accepté. M. René Viviani conserve, sans portefeuille, la présidence du Conseil.

On sait que M. Doumergue, le précédent président du Conseil, est particulièrement apprécié du monde diplomatique anglais.

M. Viviani a donné à ses collègues lecture de la lettre suivante :

Monsieur le président du Conseil,
J'ai l'honneur de vous adresser ma démission de ministre de la Marine et je vous remercie de cette circonstance où ma santé seule est en jeu, des preuves d'amitié que vous m'avez toujours données.
Veuillez agréer, etc.

GAUTHIER.

Le président du Conseil a répondu en ces termes :

Mon cher ami,
J'accepte avec regret votre démission due à votre état de santé et je vous remercie du dévouement avec lequel vous avez assuré les services de la défense nationale et du patriotisme qui a inspiré tous vos actes.

Bien affectueusement à vous.

RENÉ VIVIANI.

Aussitôt, M. Gauthier a été remplacé à la tête du ministère de la Marine par M. Augagneur, ministre de l'Instruction publique.

M. Albert Sarraut, gouverneur général de l'Indochine, a été nommé ministre de l'Instruction publique.

Les nouveaux ministres ont assisté au conseil d'hier matin.

Deux sous-secrétaires d'Etat partent pour leur corps

MM. Jacquier et Abel Ferry, sous-secrétaires d'Etat à l'Intérieur et aux Affaires étrangères, ont spontanément offert leur démission et annoncé au Conseil leur détermination d'aller rejoindre leur poste de mobilisation. Le Conseil les a félicités de cet acte de patriotisme, il a accepté de leur laisser rejoindre leur poste — M. Jacquier à Annecy, M. Abel Ferry à Verdun — mais le Conseil a refusé leur démission.

A la Chambre

Les députés seront tous aujourd'hui à la séance de la Chambre pour entendre la déclaration du gouvernement et voter les crédits demandés.

Hier, ils étaient très nombreux dans les couloirs. Après avoir vivement commenté le remaniement ministériel, le calme est revenu. Tout le monde sera aujourd'hui autour du gouvernement.

Un message du président de la République

Au début de la séance que le Parlement tiendra aujourd'hui, à 3 heures, il sera lu un message du président de la République.

Puis M. Viviani donnera lecture d'une déclaration. C'est ensuite que seront votés les crédits et les divers projets de loi.

Les ministres tiendront conseil ce matin, à 10 h. 30, après les obsèques de Jaurès.

Les cheminots réintégrés

Au cours de la séance que le Conseil des ministres a tenue hier soir, il a été décidé que le gouvernement demanderait aux Compagnies de chemins de fer de réintégrer les cheminots révoqués à la suite de la grève.

M. René Renoult a réuni au ministère des Travaux publics les représentants de tous les réseaux. Il a insisté auprès d'eux sur la nécessité de réaliser, dans les circonstances présentes, l'union de tous les Français.

Répondant à la pensée du gouvernement, les directeurs des Compagnies ont consenti à la réintégration des cheminots.

Deuxième Conseil des ministres

Les ministres ont tenu conseil à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré, de 5 heures à 8 h. 30 du soir.

M. Malvy a annoncé que les instructions les plus sévères avaient été données pour prévenir ou réprimer les scènes de pillage et de désordre comme celles de la nuit dernière.

Le loyalisme algérien

De nombreux caïds algériens et tunisiens ont envoyé de vibrantes adresses de sympathie pour la France au ministre de la Guerre.

• DERNIÈRE HEURE •

La déclaration de guerre

M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne à Paris, s'est rendu, hier soir, à 8 heures, au ministère des Affaires étrangères, et a remis au gouvernement français une note dans laquelle son gouvernement le charge de déclarer à la France qu'il se considérait en état de guerre avec la France.

La note invoque des faits ridicules et mensongers. C'est ainsi qu'elle déclare qu'un aviateur français a survolé la Belgique et a lancé des bombes sur la ville de Nuremberg, ce qui est faux. Elle dit aussi que des soldats français ont violé le territoire allemand, alors que nos troupes sont à 8 kilomètres de la frontière.

Cette note sera lue aujourd'hui aux Chambres.

M. Cambon rappelé

Le gouvernement français a invité M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, à demander au gouvernement impérial ses passeports et à quitter Berlin avec le personnel de l'ambassade et du consulat de France.

M. Jules Cambon, en quittant Berlin, a dû remettre les archives de l'ambassade, ainsi que les soins des protégés français à l'ambassadeur des Etats-Unis.

Au moment de quitter Paris, le baron de Schœn a prié l'ambassadeur des Etats-Unis de vouloir bien se charger du soin des intérêts allemands en France et de la garde des archives de l'ambassade.

Premières représailles

M. Samain fusillé à Metz

Le ministère de la Guerre communique la note suivante :

Le premier acte des Allemands est celui-ci (cette nouvelle est donnée au ministère de la Guerre de source certaine) :

Les Allemands ont fusillé M. Samain, ancien président du Souvenir Français, de Metz, et ont emprisonné tous les membres du Souvenir Français. — Havas.

Des bombes sur Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle a télégraphié hier soir au ministère de l'Intérieur :

Un aéroplane allemand a survolé Lunéville un peu avant 18 heures, à une hauteur de 1.500 mètres environ. Il a lâissé tomber sur la ville trois bombes, qui ont fait une violente explosion, mais n'ont causé que des dégâts matériels. Une est tombée dans une rue centrale, endommageant la chaussée ; une autre, à dix mètres de la sous-préfecture, détruisant en partie le toit d'un vaste hangar et en brisant toutes les vitres.

La population, après une première émotion, a immédiatement repris son calme.

Aux avants-postes

BELFORT, 3 août (Dépêche Havas). — Les Allemands faits prisonniers à Joncherey ont été amenés à Belfort.

A Joncherey, lors de l'inhumation du lieutenant allemand, un escadron du 11^e dragons français, de Belfort, a rendu les honneurs à cette première victime du conflit actuel.

A Vellest, un officier allemand s'étant présenté pour réquisitionner des chevaux a été obligé de tourner bride rapidement et les chevaux disponibles ont été aussitôt dirigés sur Belfort par les soins de l'instituteur.

Les Allemands ont opérés des réquisitions de bétail dans les communes françaises de Suarce et de Leprix.

Depuis que les étrangers sont admis à s'engager pour la durée de la guerre, plusieurs centaines d'Alsaciens se sont enrôlés sous nos drapeaux et avec un enthousiasme extraordinaire; ils demandent tous à partir pour les avant-postes.

On signale aussi beaucoup d'engagements de sujets suisses et italiens.

Dans plusieurs villages d'Alsace, les habitants reçoivent à coups de fourche les Allemands chargés des réquisitions. Un grand nombre d'annexés se tiennent à la frontière pour venir en France, et, s'il y a lieu, combattre avec nous.

Une compagnie allemande a été vue hier soir sur le territoire français dans les bois, à l'est de Saint-Marcel, près de Conflans-Jarny. Les soldats allaient par groupes de dix à quinze et restaient sous bois.

Des officiers de cavalerie ont vu quatre uhlans à la sortie du village d'Ambermesnil. Ils ont été poursuivis par une patrouille de chasseurs à cheval, et se sont réfugiés sur le territoire allemand. Quelques coups de feu ont été échangés.

A Vaucourt, à Bertillot, on a également aperçu des pelotons de uhlans.

Ayuntamiento de Madrid

L'attitude de l'Angleterre

Déclarations de sir Edward Grey

LONDRES, 3 août (Dépêche Havas). — Sir Edward Grey a fait cet après-midi, à la Chambre des Communes, la déclaration suivante :

Lorsque la mobilisation commença, il télégraphia aux gouvernements français et allemand pour leur demander s'ils respecteraient la neutralité belge.

La France répondit qu'elle était prête à le faire, à moins qu'une autre puissance la violât.

Le secrétaire des Affaires étrangères d'Allemagne répondit qu'il devait consulter le chancelier et l'empereur avant de donner une réponse, ajoutant qu'il était douteux qu'ils donnassent une réponse, parce que ce serait dévoiler les plans de campagne.

Sir Ed. Grey continue :

On nous demanda, la dernière semaine, si le rétablissement de l'intégrité belge, après la guerre, nous satisfaisait. Nous répondîmes que nous ne pouvions pas faire de marchandage sur nos intérêts ou obligations.

Puis, sir Edward Grey déclare que l'offre allemande de respecter le littoral du Nord de la France est insuffisante, il demanda la garantie de la neutralité de la Belgique.

L'Allemagne ne répondit pas encore d'une façon précise. En cas de la neutralité violée, l'Angleterre remplirait ses obligations; si une grande puissance comme l'Angleterre se désintéressait dans une crise semblable, ne croyez-vous pas qu'elle se trouve, à la fin, dans une position à faire valoir ses intérêts? Mais si la violation de la neutralité de la Belgique est confirmée, il y a obligation pour l'Angleterre de faire son possible pour empêcher les conséquences qui suivraient la violation si elle ne rencontrait pas d'opposition.

Nous avons mobilisé la flotte, la mobilisation de l'armée continue. Nous devons être préparés; nous sommes préparés à envisager les conséquences qui suivraient l'emploi de toutes nos forces, nous ferons face à cette situation, si elle se développe, comme il semble probable.

Il compte sur l'appui du pays.

Il n'y a plus de question irlandaise

M. Redmond dit :

Les troupes peuvent être retirées de l'Irlande. Orangistes et nationalistes, nous défendrons nos côtes.

Les déclarations de sir Ed. Grey ont été saluées d'applaudissements nourris. Son succès a été unanime.

Deux points principaux se dégagent de ses paroles :

1° La flotte anglaise garantit la France contre la flotte allemande;

2° L'Angleterre, appelée par le roi des Belges, se prononce très fortement pour la neutralité de la Belgique.

Enfin, sur les autres points importants, sir Ed. Grey annonce la mobilisation de la flotte et de l'armée, qui commence à minuit.

Tout ce qu'on entend dire dans les couloirs de la Chambre est très favorable à la France.

La Chambre des Lords vote sans discussion

LONDRES, 3 août (Dépêche Havas). — La Chambre des lords a voté complètement sans discussion le bill de M. Lloyd George, qui a reçu la sanction royale ce soir, à 7 heures.

Des dirigeables allemands au-dessus de Bruxelles

BRUXELLES, 3 août (Dépêche Havas). — Le ministre de France a signalé ce matin à 2 h. 30, au ministre des Affaires étrangères de Belgique que trois dirigeables évoluaient au-dessus de Bruxelles et que les Allemands envahissaient la Belgique. Il a prévenu son gouvernement et ses collègues d'Angleterre et de Russie.

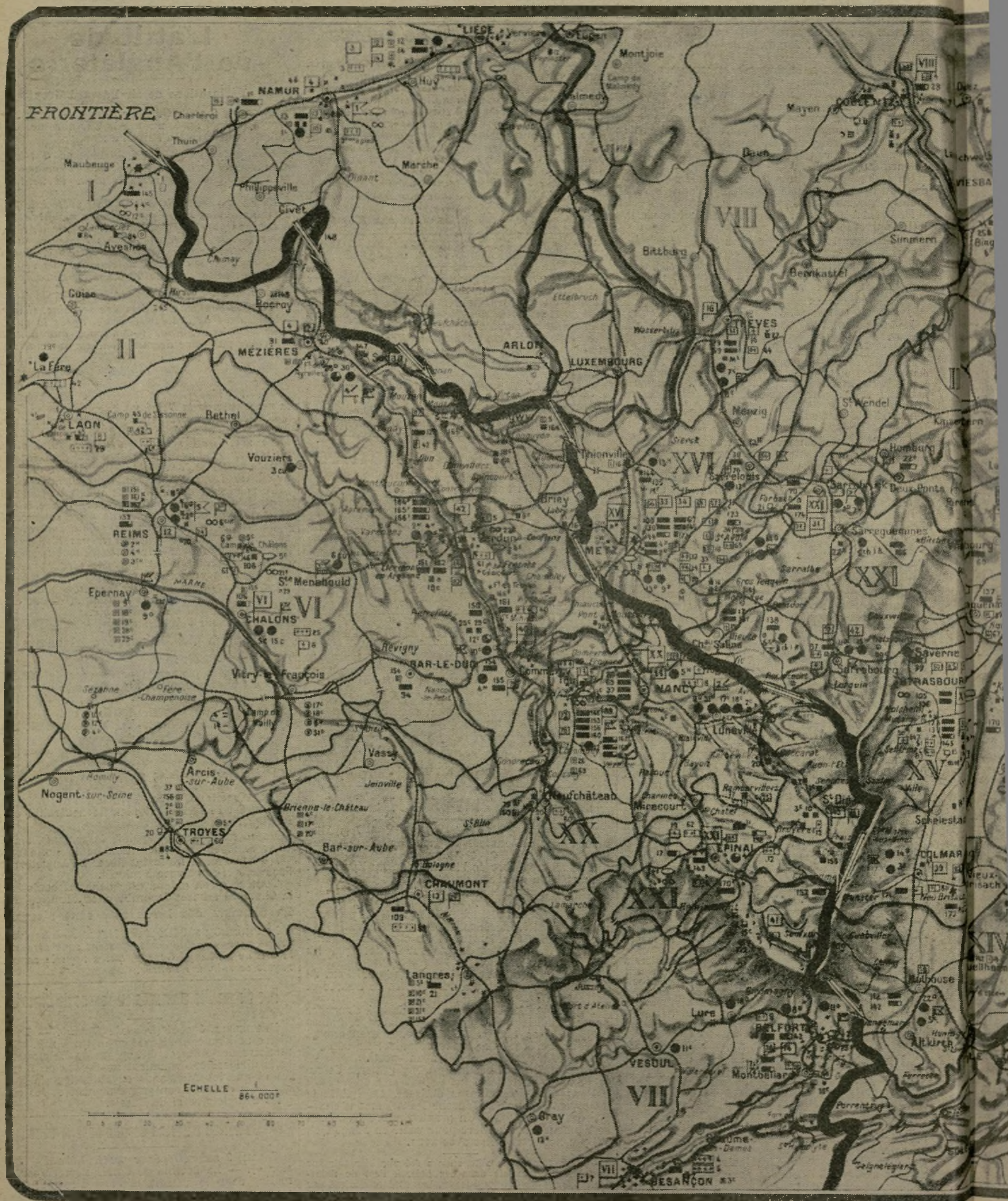
Un bateau allemand capturé dans le détroit

CALAIS, 3 août (Dépêche particulière d'« Excelsior »). — La flottille de Calais s'est emparée ce matin, dans le détroit, d'un quatre mâts allemand.

On se battrait en Serbie

LONDRES, 3 août. (Dépêche visée par la censure). — On télégraphie de Vienne : « Un combat sérieux serait engagé sur la Drina. » — L'Information

Carte des couvertures française et allemande



COUVERTURE FRANÇAISE : 2^e corps (Amiens), 6^e corps (Châlons), 21^e corps (Epinal), 20^e corps (Nancy), 7^e corps (Besançon).

COUVERTURE ALLEMANDE : 8^e corps (Coblentz), 15^e corps (Strasbourg), 16^e corps (Metz), 14^e corps (Karlsruhe), 21^e corps (Sarrebruck), 1^e corps (Cologne), 2^e corps (Düsseldorf), 3^e corps (Frankfurt), 4^e corps (Mannheim), 5^e corps (Stuttgart), 6^e corps (Munich), 7^e corps (Vienna), 8^e corps (Prague), 9^e corps (Petersburg), 10^e corps (Moscow), 11^e corps (Siberia), 12^e corps (China), 13^e corps (Japan), 14^e corps (Korea), 15^e corps (Manchuria), 16^e corps (Siam), 17^e corps (Burma), 18^e corps (Ceylon), 19^e corps (India), 20^e corps (Australia), 21^e corps (New Zealand), 22^e corps (South Africa), 23^e corps (Egypt), 24^e corps (Sudan), 25^e corps (Ethiopia), 26^e corps (Somalia), 27^e corps (Kenya), 28^e corps (Tanzania), 29^e corps (Zambia), 30^e corps (Botswana), 31^e corps (Namibia), 32^e corps (South West Africa), 33^e corps (German South West Africa), 34^e corps (German East Africa), 35^e corps (German Southwest Africa), 36^e corps (German North West Africa), 37^e corps (German West Africa), 38^e corps (German Central Africa), 39^e corps (German East Africa), 40^e corps (German South Africa), 41^e corps (German North Africa), 42^e corps (German West Africa), 43^e corps (German Central Africa), 44^e corps (German East Africa), 45^e corps (German South Africa), 46^e corps (German North Africa), 47^e corps (German West Africa), 48^e corps (German Central Africa), 49^e corps (German East Africa), 50^e corps (German South Africa).

(Cette carte, dont l'auteur est le colonel Frater, est éditée par la Librairie militaire Chapelot.)

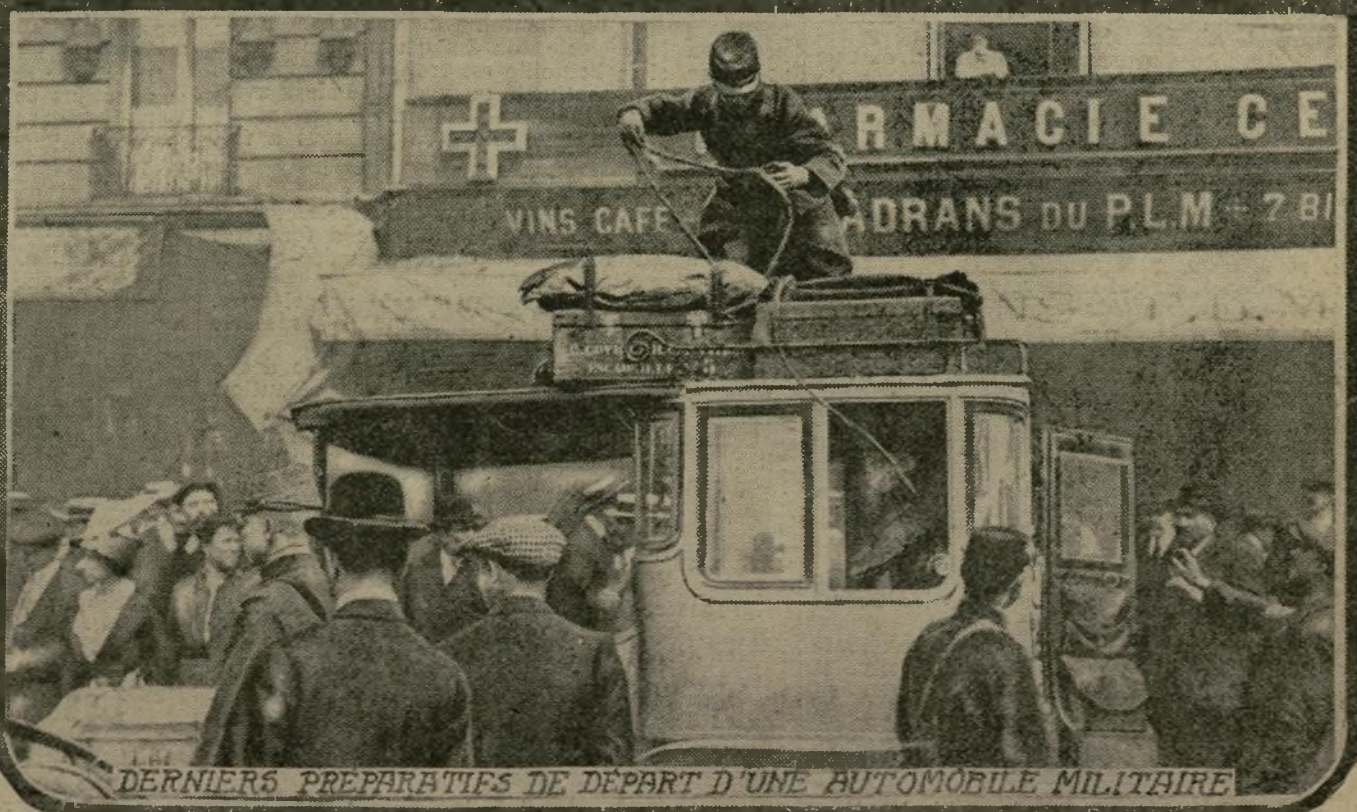
Les départs. - Les engagements



LES FEMMES S'ENGAGENT A LA CROIX ROUGE



LES RÉSERVISTES EMPRUNTENT TOUS LES MOYENS DE LOCOMOTION



DERNIERS PRÉPARATIFS DE DÉPART D'UNE AUTOMOBILE MILITAIRE

Un grand nombre de femmes se sont présentées, hier, au bureau de la Croix Rouge en vue d'y contracter un engagement pour la durée de la guerre. Partout, le départ des réservistes s'est effectué avec le plus grand calme.

Ayuntamiento de Madrid

En Russie

Manifeste du tsar Nicolas II au peuple russe

Le manifeste impérial suivant a été publié :
Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., à tous nos fidèles sujets faisons savoir :

La Russie, parente de foi et de sang des peuples slaves et fidèle à ses traditions historiques, n'a jamais regardé leur sort d'un œil indifférent.

Mais c'est avec une unanimité parfaite et une force extraordinaire que les sentiments fraternels du peuple russe pour les Slaves se sont éveillés ces jours derniers, quand l'Autriche-Hongrie adressa à la Serbie des réclames sciemment inacceptables pour un Etat indépendant.

Ayant négligé la réponse pacifique et condescendante du gouvernement serbe et repoussé l'intervention bienveillante de la Russie, l'Autriche-Hongrie s'est hâtée de passer à une attaque armée et a commencé à bombarder Belgrade, ville ouverte.

Obligé par la situation qui s'est créée à la suite de la prise des mesures de précautions nécessaires, nous avons ordonné de mettre l'armée et la flotte sur le pied de guerre, tout en faisant tous nos efforts pour obtenir la solution pacifique des pourparlers entamés, car le sang et les biens de nos sujets nous sont chers.

Alors que nous entretenions avec elle des rapports amicaux, l'Allemagne, alliée de l'Autriche, contrairement à nos espérances dans notre bon voisinage séculaire, et sans tenir compte de nos assurances que les mesures prises ne tendaient à aucun but qui lui fût hostile, l'Allemagne commença par réclamer la suppression immédiate de ces mesures.

Ayant été déboutée dans cette réclamation, elle déclara subitement la guerre à la Russie.

Aujourd'hui, c'est non seulement la protection du parent injustement offensé qu'il faut assurer, c'est l'honneur, la dignité, l'intégrité de la Russie, c'est sa place parmi les grandes puissances qu'il faut sauvegarder.

Nous croyons inébranlablement que nos fidèles sujets s'emploieront avec unanimité et dévouement à la défense de la terre russe.

Que la discorde intérieure soit oubliée en cette heure menaçante d'épreuves ! Que l'unité du tsar avec son peuple devienne encore plus étroite, et que la Russie, se levant comme un seul homme, repousse l'attaque insolente de l'ennemi avec une foi profonde en la justice de notre œuvre et avec un humble espoir en la Providence toute puissante.

Nous appelons en prières la bénédiction de Dieu sur la sainte Russie et sur ses troupes vaillantes.

Allocution du tsar aux chefs des armées de terre et de mer

Hier, au Palais d'Hiver, le tsar a adressé les paroles suivantes aux représentants de l'armée et de la flotte :

C'est avec calme et dignité que la Russie, notre grande patrie, a accueilli la nouvelle de la déclaration de guerre. Qu'elle soit calme et digne jusqu'au bout.

Je déclare ici solennellement que je ne ferai pas la paix avant que le dernier soldat ennemi ait quitté notre territoire, et je m'adresse à vous tous, représentants de mes chères troupes de la garde et des troupes de la circonscription militaire de Saint-Petersbourg réunies, et en votre personne, à toute mon armée unie, unanime et forte comme un mur de granit, et je la bénis pour l'œuvre de guerre.

Le grand-duc Nicolaïevitch généralissime des armées russes

SAINT-PETERSBOURG, 3 août (Dépêche Havas). — Le grand-duc Nicolaïevitch est nommé généralissime des forces armées de la Russie. L'état de guerre est déclaré dans un certain nombre de provinces.

Le ministère de la Guerre porte à la connaissance du public la nécessité absolue d'effort commun pour tenir secrètes toutes les mesures militaires. Le ministère recommande la plus grande réserve et la plus extrême prudence dans les entretiens, les lettres et les télégrammes qui pourraient révéler quelques mouvements ou dispositions de troupes, ce qui occasionnerait à l'armée des sacrifices superflus. Le ministère déclare que l'état-major général est chargé d'informer l'opinion publique sur la marche de la guerre. En attendant, la population doit se résigner à la brièveté et à la rareté des nouvelles en cherchant satisfaction dans la pensée que cette mesure est dictée par les nécessités de la guerre.

En Belgique

La convocation des Chambres belges

BRUXELLES, 3 août (Dépêche Fournier). — Le gouvernement a décidé de convoquer les Chambres pour demain.

La conduite de l'Allemagne cause dans toute la population un sentiment unanime de colère et d'indignation.

Cinquante-deux arrestations pour espionnage

Hier après midi, M. Drioux, juge d'instruction, a interrogé 52 individus arrêtés pour espionnage. Les dossiers de ces individus ont été répartis entre six juges d'instruction, qui continueront l'information. A partir d'aujourd'hui (mardi), tout espion arrêté sera mis directement à la disposition de l'autorité militaire.

LA GUERRE AUSTRO-SERBE

Les Autrichiens ne peuvent traverser le Danube

NISCH, 2 août (Dépêche particulière d'« Excelsior »). — Les combats continuent par intervalles devant Belgrade. La défense, puissamment organisée, empêche toute tentative de traversée du Danube. Cette nuit, les soldats autrichiens furent également repoussés, malgré le bombardement endommageant la capitale sans causer de pertes à l'armée. Aussitôt accueillis par les Slaves, ils se retirèrent, augmentant les pertes des assaillants. Beaucoup d'habitants restent encore dans la capitale. La plupart des blessés sont parmi les habitants, toute la ville, sur la colline, étant exposée au feu des torpilleurs, qui tirent constamment.

Les Français habitant Nisch et ceux arrivant de Belgrade, partent demain pour la France. Ils sont l'objet de sympathies des soldats et de la population.

Le prince héritier Alexandre a reçu les délégués de la Skoupchtina, qui remirent la réponse au discours du trône, réponse chaleureuse pour le tsar Nicolas, le peuple russe, la France et l'Angleterre.

Nisch présente une animation singulière. Les gens, conscients de leur devoir, ont grande pitié pour ceux arrivant de Belgrade avec leurs familles et leurs enfants, racontant toute l'horreur du bombardement.

Les dames serbes, fugitives de Belgrade, réunies, lancent un appel aux dames françaises, s'adressant aux sentiments prouvés par le passé, pour l'envoi de secours sanitaires et de médecins, via Salonique, à destination de Serbie. — JÉRÔME PANTÉLITCH.

EN MARGE

Ils étaient fiancés; ils devaient se marier au mois d'octobre. Trois mois passent rapidement, même quand on s'aime, et, d'ailleurs, le temps des fiançailles n'est-il pas exquis... en temps de paix ?

Mais la mobilisation générale fut décrétée. Lui, devait partir pour la frontière. Et, le cœur lourd, les lèvres tremblantes, il vint lui rendre sa parole.

Que lui répondit-elle ? Voici :

— Ami, je serai votre femme avant votre départ.

Ils se sont mariés hier à midi. A l'heure où vous lirez cette sciole en marge du livre tragique, il aura serré une dernière fois sa femme sur son cœur. Il rejoint !

Le cœur d'un patriote est naturellement enthousiaste et bon. Même dans l'enthousiasme et la bonté, il faut savoir observer une sage mesure. Que les patriotes, apitoyés par les petits soldats, gardiens des ouvrages d'art, leur fassent, parfois, passer une bouteille de vin, chacun approuvera leur geste, ou le désapprouvera, au contraire, si la bouteille est trop vite remplacée. Hier soir, la sentinelle du pont de Poissy avait appuyé son fusil contre le parapet... avant de s'endormir. Ce n'était peut-être pas tout à fait sa faute.

On a saccagé bêtement une brasserie, l'autre soir, une brasserie fermée. La foule a forcé les portes, a tout brisé. Elle était persuadée que le propriétaire était Allemand.

Or, l'on vient d'apprendre que le propriétaire, capitaine de réserve, avait fermé sa brasserie pour rejoindre son bataillon, à Amiens.

D'autres commerçants, qui redoutent le destin incertain, ont sagement pris quelque précaution. Celui-là a fait tracer ces mots sur une pancarte : « Cette maison est française ! » Celui-ci renchérit : « Maison archi-française ! » Un autre affiche son livret militaire entre son képi et sa tunique de territorial, et son voisin proclame : « Ici, dans cette maison anglaise, le personnel est exclusivement anglais. »

M. Ignace, député du onzième arrondissement de Paris, racontait l'anecdote suivante, qui prouve l'union de tous les Français :

Ce matin, j'ai rencontré un de mes adversaires politiques, antimilitariste notoire, condamné comme antipatriote : il avait une valise à la main et allait rejoindre son corps. Il est venu à moi et m'a dit : « Monsieur Ignace, voulez-vous me serrer la main ? Vous verrez comment on fait son devoir ! »

M. de Schœn est parti. Est-ce possible ? Mais oui, il est parti ! Bon voyage et bonne brise !

Hier, l'intransigeant se demandait, non sans une douce ironie, si M. de Schœn, qui paraissait rivi au sol parisien, n'allait pas demander sa naturalisation !

Paris, en état de siège

reste digne et enthousiaste

Par une heureuse inspiration, Paris, où tant de femmes pleurent, Paris, dont nombre de boutiques demeurent fermées et où tous les services publics sont plus ou moins paralysés par la mobilisation, a pavoisé hier, comme en un jour de victoire : les trois couleurs, qui ont triomphé sur tant de champs de bataille, ont été arborées à un grand nombre de fenêtres, où elles frissonnent aux acclamations populaires. Le sol sacré de la patrie a été foulé par la botte de l'invasisseur et aussitôt tous les Français ont frémi d'une généreuse indignation : dans ce symbole de la patrie, vers qui tous les yeux se tournent avec une flamme d'amour, autour duquel se rallient tous les cœurs, ceux qui seront demain au danger et à la gloire puisent, en partant, l'énergie qui fait les armées invincibles ; ceux qui restent sont rassurés à la vue seule du drapeau claquant au vent.

Avant-hier, c'était un régiment de cuirassiers que la foule couvrait de fleurs ; hier, les façades des maisons se sont pavoisées en l'honneur de ceux qui vont joyeusement mourir pour la France. Quel précieux spectacle offrent depuis deux jours les rues de Paris !

Des drapeaux, on en voit sur presque tous les capots des automobiles, brûlant le pavé au raugue et pressant appel de leur sirène ou des taxi-autos emportant à toute vitesse des réservistes vers les gares. Chaque fois que passe un officier en uniforme, la foule salue et l'acclame aux cris de : Vive l'armée ! Vive la France !

Devant cet élan unanime, on oublie la tristesse des départs, on ne fait plus attention à la nouvelle physiologie des boulevards, dont l'état de guerre a chassé les autobus et fermé les magasins. A la place des étalages de luxe, on ne voit plus que rideaux de fer ; les cafés, sans terrasses, ont perdu leur animation coutumière. Ça et là, lorsqu'une enseigne défile un nom étranger, le propriétaire affiche, par mesure de prudence, sa véritable nationalité, le souci de chacun étant de ne pas être pris pour un Allemand. Un tailleur, dont le patronyme a une désinence italienne, a même étalé dans sa vitrine son uniforme de réserviste et son livret militaire, en déclarant, en outre, sur un placard manuscrit, que ses cinq frères sont également soldats au service de la France. La précaution n'est pas toujours inutile, car des actes de violence, des p's regrets, ont été commis envers certaines maisons suspectes : c'est ainsi que le pillage des dépôts Maggi a continué, toute la journée. M. Hennion a pris aussitôt les mesures qui convenaient. Espérons que, rappelés aux convenances et au respect de la propriété, les turbulents qui se sont laissés aller à briser des devantures et à saccager des boutiques ne troubleront plus désormais l'ordre public et auront à cœur de faire preuve, eux aussi, du calme et de la dignité dont, à part quelques infimes exceptions, le peuple de Paris ne s'est pas départi un seul instant.

Les mesures d'ordre

En raison de l'état de siège, le préfet de police a ordonné qu'à l'avenir les débits de boissons seraient fermés à 8 heures du soir. Les stations du Métropolitain seront fermées à la même heure.

Une circulaire du préfet de police rappelle au public qu'en vertu de l'état de siège, tout attroupement est interdit sur la voie publique.

Les auteurs de pillages, cris et chants séditieux commis ou proférés dans les lieux publics seront immédiatement déferés au conseil de guerre.

Voici le texte de cet arrêté :

Le préfet de police rappelle au public qu'en vertu de l'état de siège, tout attroupement est interdit sur la voie publique. Les auteurs de pillage, chants séditieux, commis ou proférés dans les lieux publics, seront immédiatement envoyés devant le conseil de guerre.

Un premier exemple a, d'ailleurs, été donné l'autre soir aux fauteurs de désordre : vers dix heures, quatorze voitures cellulaires, entourées de gardes municipaux à cheval, ont conduit au Dépôt les 450 individus arrêtés au cours de la nuit et dans la journée pour atteinte à la propriété.

UN APPEL DE M. HENNION

M. Hennion, préfet de police, vient d'adresser l'appel suivant à la population parisienne :

AUX PARISIENS !

Sous prétexte de châtier des commerçants qui profiteraient des événements pour majorer le prix de leurs marchandises d'une manière excessive, quelques scènes de déprédation se sont produites depuis quelques jours.

Le préfet de police fait appel au sang-froid et au bon sens de la population pour éviter de tels excès ; il est fermement décidé à sévir avec vigueur contre tous ceux qui tenteraient d'exploiter, sous quelque prétexte que ce soit, les événements actuels, mais il demande aux Parisiens de ne pas se laisser entraîner par des gens dont les origines sont toujours suspectes à commettre des excès qui seraient indignes de la capitale de la France.

Le préfet de police fait appel au calme et au sang-froid des braves gens, et il est sûr d'être entendu des Parisiens.

Le préfet de police, HENNION.

Les obsèques de Jaurès

Les obsèques de Jean Jaurès se feront ce matin. A dix heures, les discours seront prononcés. Le catafalque et la tribune seront dressés en face de la mairie du seizième arrondissement, avenue Henri-Martin.

A midi précis, le cortège partira et prendra l'itinéraire suivant : l'avenue Henri-Martin, la place et l'avenue du Trocadéro, la place de l'Alma, le quai de la Conférence et la place de la Concorde, où se fera la dislocation, tandis que le corps prendra la direction de la gare d'Orsay par le pont de la Concorde.

Au Conseil général de la Seine

Hier, a eu lieu, sous la présidence de M. Pierre Chérest, président du Conseil général, et en présence de M. Georges Girou, rapporteur général du budget du département, et de M. Lagache, faisant fonctions de président du Conseil général, une réunion des conseillers généraux de la banlieue.

A cette réunion, avait été convoqué M. Ferlet, directeur des affaires départementales, qui a donné lecture de la circulaire que le préfet de la Seine vient d'adresser aux maires du département.

Cette circulaire leur prescrit de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement régulier de leurs communes, s'opposer à toutes les tentatives d'accumulation et parer aux délits qui viendraient à se produire. Elle attire leur attention sur la nécessité d'assurer le fonctionnement des services d'hygiène et de salubrité et de veiller au plein fonctionnement des services d'assistance publique.

En réponse aux demandes des conseillers généraux, le directeur des affaires départementales a fourni des explications desquelles il résulte que des quantités considérables de marchandises pourront parvenir dans la région parisienne d'ici quelques jours, dès que les voies de chemins de fer ne seront plus prises complètement par les besoins de la mobilisation.

L'approvisionnement de Paris et de sa banlieue sera donc assuré. Les services du gaz, de l'électricité et de l'eau pourront fonctionner suffisamment, en raison des suris, accordés dès le temps de paix par l'autorité militaire. Les suris accordés aux boulangers faisant partie de l'armée territoriale assurent dans une large mesure la fabrication du pain.

Le directeur des affaires départementales va inviter les maires à centraliser toutes les demandes d'emplois qui se produiront dans leurs communes, de manière à pouvoir renseigner les communes qui viendraient à manquer de main-d'œuvre.

Sur la demande de M. Guibourg, M. Ferlet déclare qu'il aura soin de demander à l'autorité militaire la délivrance de laissez-passer pour les commerçants qui viennent prendre des approvisionnements dans Paris. Il s'emploiera à simplifier le fonctionnement des commissions cantonales qui viennent d'être instituées pour l'allocation des secours aux familles des militaires appelés sous les drapeaux.

M. Chérest fait savoir qu'un certain nombre de communes de la banlieue ont déjà commencé l'organisation des gardes civiles qui vont permettre d'assurer la police.

Les secours aux blessés

La France n'est pas seulement le pays du courage, c'est aussi celui de la charité. Toutes les sociétés de secours aux blessés, depuis trois jours, ne cessent d'organiser, avec une noble activité, des ambulances et des hôpitaux auxiliaires.

Au siège de l'Association des Dames françaises, on nous déclare :

Dès le cinquième jour de la mobilisation, nos 105 hôpitaux auxiliaires du territoire seront prêts à fonctionner avec leur personnel au complet. Nos hôpitaux comprennent chacun de 20 à 300 lits de malades ou de blessés.

Des concours nouveaux nous viennent chaque jour. Les infirmières supplémentaires, qui se comptent chez nous par milliers, nous permettront d'ouvrir des hôpitaux auxiliaires supplémentaires dans nombre d'immenses déjà mis à notre disposition et aussi dans certains établissements appropriés à ce genre d'installation : les lycées et collèges de jeunes filles et de garçons ayant des internes, les hôtels particuliers ou de voyageurs, les écoles communales, etc.

La Croix-Rouge française a fait partir dix équipes d'infirmiers et, aujourd'hui, quatre gagneront les postes avancés de l'Est. Devant l'hôtel de cette association, plus de cinquante automobiles, hier, stationnaient, qui devaient emmener des infirmiers et du matériel d'infirmier. Parmi les femmes qui sont déjà près de nos soldats, citons :

Mmes de Gennes, Vermer de La Fère, marquise de Castellane, générale Hervé, comtesse de Boisboissel, Mmes Troussseau, Gallay, Mlle d'Haussonville, Mmes d'Hauterives, de Montgolfier, Epervay, Mmes d'Espéville, Keinttel, Sagot, marquise de Fraguier, Mmes Maseret, Gillet, etc., etc.

Dès le quatrième jour de la mobilisation, quatre-vingt-huit infirmières pourront fonctionner avec leur personnel complet. Disposant aussi de deux cent sept hôpitaux auxiliaires de territoire, c'est en somme un chiffre de 17.000 lits que la Croix-Rouge française met à la disposition de l'autorité militaire.

L'Union des Femmes de France a institué soixante équipes volantes, composées d'une infirmière-major et de six infirmières. Cette union dispose de cent soixante-quinze hôpitaux auxiliaires comprenant 12.000 lits. Les dix mille infirmières que l'Union des Femmes de France a formées, dont un grand nombre ont déjà fait leurs preuves au Maroc, sont prêtes à partir. Des équipes sont dès aujourd'hui formées sur la ligne de feu, à Verdun, à Cirey, Lunéville, Epinal, Montmédy, Remiremont. D'autre part cette association nous adresse le communiqué suivant :

L'Union des Femmes de France, 16, rue de Thann, demande aux personnes qui auraient des automobiles disponibles non réquisitionnées de bien vouloir les mettre à sa disposition pour le transport des infirmières aux gares.

Communiqués

LA REQUISITION DES AUTOMOBILES

Toutes les voitures automobiles de poids lourd, de luxe et autres qui n'ont pas encore été l'objet d'une réquisition devront être présentées, les 4 et 5 août, à la commission de réquisition fonctionnant sur l'Esplanade des Invalides, de 7 heures à 16 heures. Les automobiles sont exceptées de cette mesure.

Le général gouverneur militaire de Paris, MICHEL.

LE MAINTIEN DE L'ORDRE EN BANLIEUE

Le préfet de police vient de s'entendre avec le ministre de la Guerre pour que la garde républicaine soit mise à sa disposition et ait toute facilité de se rendre dans la banlieue, afin de réprimer les pillages.

Il a donné aussi des instructions afin qu'il soit immédiatement procédé à l'arrestation ou à l'expulsion de tout individu ayant un casier judiciaire, ou signalé comme suspect.

LE GAZ A PARIS

Le bruit ayant couru que Paris pourrait manquer de gaz, il y a lieu de rassurer la population. Toutes les mesures sont prises pour que la fabrication du gaz fonctionne d'une manière normale pendant un délai assez long.

POUR AVOIR DES INFIRMIERES

Beaucoup de dames se proposent actuellement comme infirmières, sans avoir jamais fait un pansement et sans posséder les connaissances techniques nécessaires. Le *Journal de la Santé* crée des cours pour la formation rapide d'infirmières, cours faits par des médecins ayant suivi les guerres des Balkans.

LES MARCHES DE L'EST

Le service de renseignements et d'examen médical organisé aux « Marches de l'Est », 84, rue de Vaugirard, a déjà établi des fiches pour plus de trois cents réformés ou Alsaciens-Lorrains. Le bureau reste ouvert chaque jour, de 9 à 11 heures du matin et de 2 à 5 heures de l'après-midi.

Pour assurer l'instruction individuelle, on demande des fusils Gras ou autres et des retraits.

LES PIGEONS VOYAGEURS

Dans les circonstances actuelles il y a intérêt au point de vue de la défense nationale à faire immédiatement application de la loi du 22 juillet 1896 relative aux pigeons voyageurs pour empêcher l'espionnage au moyen de ces volatiles ; en conséquence, un décret interdit toute importation de pigeons étrangers en France et tout mouvement de pigeons voyageurs à l'intérieur du territoire français.

Cette application ne s'applique évidemment pas aux importations ou mouvements autorisés par les autorités militaires ou maritimes.

Nos sportifs à la guerre

Hier matin, l'aéronautique militaire a fait parvenir leur ordre de mobilisation à tous les membres du groupe des aviateurs, premiers pilotes choisis par l'autorité. Sont ainsi convoqués : Garros, Chevillard, Eugène Gilbert, Léon Morane, Marc Pourpe, Gaubert, Bill, Molla, Delaplane, Bielowic, docteur Espanet, Baudry, Rose, Pierre Verrier, Audemars, etc., auxquels il faut ajouter Pégoud et Jules Védrines, tous cantonnés à Saint-Cyr. A noter que Bielowic est Polonais et qu'Audemars a préféré prendre du service en France, plutôt que de se rendre en Suisse, sa terre natale. Plus de trois cents aviateurs avaient également fait des offres, mais une centaine seulement seront sans doute réservés, car les autres étaient notoirement inférieurs, ayant abandonné depuis longtemps l'aviation ou n'y ayant jamais figuré brillamment. L'aviation n'aura que des champions.

Les champions du volant Boillot, Goux, Rigal sont partis avec leurs voitures de course à Epinal pour porter des dépêches et conduire les généraux.

Duray, Belge, s'est engagé avec sa voiture de six places pour aller à la frontière.

Lucien Petit-Breton, convoqué comme cycliste d'état-major, ne pourra accomplir sa mission, ayant reçu récemment une balle de carabine dans le pied. Il s'est mis à la disposition de l'autorité militaire avec son automobile.

Géo André, notre grand athlète complet, est parti avant-hier pour Verdun. — JACQUES MORTANE.

La Comédie-Française a fermé provisoirement ses portes

Jusqu'à nouvel ordre, les spectacles de la Comédie-Française sont interrompus. La représentation des *Folies Amoureuses* et d'*Horace*, qui était annoncée pour hier soir, n'a pas eu lieu. Bien que la Maison ait fait preuve, ces derniers jours, d'une activité et d'une vaillance remarquables, sa marche de travail a été rendue impossible par suite du départ de nombreux artistes et de la difficulté des engagements des décors.

Sans doute, il y a un précédent. En 1870, la Comédie-Française est restée ouverte, mais l'esprit de la foule était bien différent de ce qu'il est aujourd'hui. La preuve en est que, proportionnellement, les recettes, lors de la guerre franco-allemande, furent supérieures aux recettes d'avant-hier et des jours précédents.

Par suite du départ de M. Albert Carré, appelé sous les drapeaux, comme lieutenant-colonel à Besançon, la Maison de Molière est administrée par le comité, qui doit se réunir tous les jours sous la présidence de Mounet-Sully et assurer la marche des spectacles.

Mais à la suite d'une décision prise par le ministre, après conversation avec MM. Mounet-Sully, Silvain, de Féraudy, Dubarry, la Comédie-Française a fermé ses portes hier soir, jusqu'à nouvel ordre.

Mort de M. Gabriel Dupont

Dimanche, dans la petite villa du Vésinet où il avait espéré retrouver la santé, le compositeur Gabriel Dupont est mort, après une agonie de plusieurs mois, agonie terrible, contre laquelle il luttait sans cesse en travaillant chaque jour avec une admirable ténacité.



M. GABRIEL DUPONT
(Phot. Femina.)

Jusqu'au mois de juin, en effet, il cessa de composer, et la semaine dernière encore, il achevait de corriger les épreuves d'*Antar*, qui était la première partition que devait monter, à l'Opéra, M. J. Rouché. A peine âgé de trente-cinq ans, G. Dupont remporta à vingt ans le Prix de Rome ; puis le prix Longozzo le désigna à l'attention du grand public, qui applaudit dans *la Cabriola*, jouée à l'Opéra-Comique, le talent à la fois précieux et puissant de ce jeune maître de l'école musicale moderne. *La Glu*, *la Farce du Cuvier*, *les Heures dolentes*, *le Chant de la Destinée*, *la Maison dans les dunes*, de nombreuses mélodies popularisèrent son nom et lui conquirent la faveur des dilettantes.

Gabriel Dupont n'aura pas vu représenter, à l'Opéra, *Antar*, où, selon son expression, il « avait mis son âme de révolté contre la douleur ». Et cela est aussi pénible que son trépas lui-même... — R. DELANGE.

Nominations dans la marine

Sont nommés aux commandements ci-après :

Les capitaines de vaisseau Ravoux, du *d'Entrecasteaux* ; de Martel, du *Desaix* ; les capitaines de frégate du Couédic de Kérérant, du *Kléber* ; Causse, de l'*Amiral Charner* ; Ducrest de Villeneuve, du *Châteaurenault* ; Le Vasseux, du *Surcouf* ; Rémy, du *Arguël* ; Arguël, du *Vinh-Long* ; de Cornéillan, du *Bien-Hoa* ; le capitaine de frégate de réserve Vesco, du croiseur auxiliaire *Provence* ; les lieutenants de vaisseau Tadié, du *d'Estrees* ; Capronnier, de la *Sagaie* ; Delteil, de l'*Epee* ; Meunier, du *Harpon* ; Degrenand, de la *Pique* ; Bilot, d'un torpilleur à Cherbourg ; Ruffet, Barré et Guyomar, respectivement d'un torpilleur à Toulon ; Huan, Lopin, Chabot et de Limalrac, respectivement d'un torpilleur à Brest.

NECROLOGIE

Nous apprenons la mort :

De Mme Georges Picot, née de Montalivet. La défunte était la fille du comte de Montalivet, ministre de Louis-Philippe, et la veuve de M. Georges Picot, ancien secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, l'historien des Etats généraux et le fondateur des maisons à bon marché.

A la Bourse de Paris

Tous les marchés étrangers sont fermés, et l'on ne note sur notre place que quelques transactions, au comptant. Ce sont des offres encore, dans la plupart des cas. Notre 3 0/0 s'inscrit à 76, le 3 1/2 nouveau à 84 francs. Samedi soir, après la clôture, la Banque de France avait décidé de porter à 7 0/3 le taux de son escompte.

LE MORATORIUM

Dans les établissements de crédit

Ce matin, dans les banques et établissements de crédit, était affiché un extrait du décret du 1^{er} août 1914 ainsi conçu :

Extrait du décret du 1^{er} août 1914 relatif au remboursement des dépôts et comptes courants dans les banques et les établissements de crédit ainsi que des bons ou contrats d'assurances, etc. :

Article premier. — La prorogation du délai édictée pour les valeurs négociables, par le décret du 31 juillet 1914 s'appliquera à la délivrance des dépôts, espèces et soldes créditeurs des comptes courants dans les banques, établissements de crédit ou de dépôts sous les réserves suivantes :

Tout déposant ou créancier dont le dépôt ou le solde en sa faveur sera inférieur ou égal à 250 francs aura le droit d'en effectuer le retrait intégral.

Au-dessus dudit chiffre de 250 francs, les déposants ou créanciers ne pourront exiger le paiement en sus de cette somme que de 5 0/0 du surplus.

Toutefois, les déposants ou créanciers qui occuperaient un personnel d'ouvriers ou d'employés pour l'exercice d'une profession industrielle ou commerciale, auront droit, sur les sommes leur appartenant, à la totalité du montant des salaires de chaque échéance de paie, à la charge pour eux d'en justifier par la production des états du personnel.

MARCHE AUX BESTIAUX DE LA VILLETTE

Lundi 3 août 1914

| | Amen | Vend. | 1 ^{re} | 2 ^e | 3 ^e | Prix extrême |
|---------------|-------|-------|-----------------|----------------|----------------|--------------|
| Bœufs..... | 1.175 | 278 | 1 80 | 1 70 | 1 50 | 1 20 à 1 80 |
| Vaches..... | 873 | 128 | 1 80 | 1 70 | 1 60 | 1 20 à 1 80 |
| Taureaux..... | 113 | 50 | 1 0 | 1 40 | 1 30 | 1 20 à 1 52 |
| Veaux..... | 852 | 300 | 2 | 1 80 | 1 50 | 1 20 à 2 10 |
| Moutons..... | 7.141 | 3.030 | 2 70 | 2 50 | 1 80 | 1 80 à 2 80 |
| Porcs..... | 3.612 | 603 | 1 94 | 1 86 | 1 70 | 1 25 à 2 |

LES MANUSCRITS ON INSEREN NE SONT PAS RENDUS

Journal exécuté par des typographes syndiqués.

Composition, 88, Champs-Élysées. — J. PINEL.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — G. Marty.

Machines rotatives des Etablissements Marinoni.

Spécialement construites pour « Excelsior ».

L'AFFLUENCE AUX ABORDS DES GARES



UN BARRAGE DEVANT LA GARE DU NORD



UN CONVOI DE VOITURES RÉQUISITIONNÉES



UN BUREAU MILITAIRE PROVISOIRE A LA GARE DU NORD

C'est hier que se sont mis en route la plupart des réservistes destinés à compléter les régiments actifs qui marcheront les premiers. Comme Paris et la Seine fournissent à la région de l'Est un grand nombre de réservistes, c'est surtout dans les gares qui desservent cette région que l'affluence était le plus considérable.